



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Cadrage préalable de la mission régionale  
d'autorité environnementale Hauts-de-France  
sur la déclaration de projet emportant mise en  
compatibilité du schéma de cohérence territoriale du  
Soissonnais et des plans locaux d'urbanisme de  
Courmelles et de Vauxbuin (02)**

n°MRAe 2018-3076

## **Préambule relatif à l'élaboration du cadrage préalable**

*La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Hauts-de-France a été saisie pour la réalisation d'un cadrage préalable le 5 novembre 2018 par le Président de la communauté d'agglomération du Soissonnais, relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale du Soissonnais et des plans locaux d'urbanisme de Courmelles et Vauchuin, dans le département de l'Aisne. Cette saisine est conforme à l'article R. 104-19 du code de l'urbanisme.*

**\*\*\***

*Par délégation que lui a donnée la MRAe lors de sa séance du 4 décembre 2018, Madame Agnès Mouchard, membre permanent de la MRAe, après consultation des membres, a rendu le cadrage préalable qui suit.*

*Avant la réalisation de l'évaluation environnementale, le maître d'ouvrage peut demander à l'autorité chargée d'approuver le document un cadrage préalable de cette évaluation. Le cadrage préalable peut apporter des réponses à des questions de principe ou de méthode que se pose le pétitionnaire sur des points particuliers.*

*Il est établi sans préjudice de la responsabilité du pétitionnaire quant à la qualité de l'évaluation environnementale à venir.*

## Cadrage préalable

La procédure de mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Soissonnais est soumise à évaluation environnementale en application de l'article R104-7,4°,b) du code de l'urbanisme. En effet, la déclaration de projet relative au projet d'extension de la zone d'aménagement concertée (ZAC) du Plateau sur le territoire de Courmelles et Vauxbuin, dans l'Aisne, qui entraînera l'artificialisation de 74 hectares, est susceptible d'impacts significatifs sur l'environnement et la santé humaine.

L'article R.104-19 du code de l'urbanisme prévoit, pour les documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale, la possibilité de consulter l'autorité administrative compétente en matière d'environnement en tant que de besoin sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport environnemental.

C'est dans ce cadre qu'est établie la présente note. Elle a pour objet d'orienter la communauté d'agglomération dans la réalisation de l'évaluation environnementale. Elle expose les principaux enjeux environnementaux relevés sur le territoire concerné par la mise en compatibilité, qui doivent être pris en compte dans la réalisation de l'évaluation, et se fonde sur les pièces du dossier provisoire qui ont été transmises, à savoir la « note de présentation du projet d'extension du parc d'activité du Plateau » datée du 29 octobre 2018.

Le cadre général de l'évaluation environnementale est présenté en annexe. L'évaluation environnementale doit aborder les différents volets prévus dans la réglementation de manière proportionnée aux enjeux du territoire au regard du projet. Dans le cas présent, les volets traités dans la note concernent les impacts sur les services écosystèmes rendus par les terres consommées. et les impacts sur la biodiversité, le paysage et le patrimoine, la ressource en eau, les risques naturels, la mobilité, la pollution atmosphérique, l'énergie et les gaz à effet de serre.

### **I. Le projet d'extension de la ZAC du Plateau**

D'après les éléments du dossier, la ZAC du Plateau, créée en 2002 pour l'implantation d'entreprises industrielles et logistiques et d'une surface de 158 hectares, est aménagée et viabilisée et sera prochainement entièrement commercialisée.

La déclaration de projet porte sur une extension de 74 hectares environ de cette ZAC :

- 70 hectares sur le territoire de la commune de Courmelles ;
- 4 hectares sur le territoire de la commune de Vauxbuin.

Les terrains concernés sont actuellement occupés par des terres agricoles et un aérodrome.

Une mise en compatibilité du SCoT du Soissonnais et des plans locaux d'urbanisme de Courmelles et Vauxbuin est nécessaire pour que le projet d'extension puisse être autorisé.

Pour mémoire, par jugement du 4 mai 2017, la cour administrative d'appel de Douai a annulé la disposition du SCoT du Soissonnais prévoyant l'urbanisation à concurrence de 100 hectares

supplémentaires de la ZAC du Plateau, aux motifs :

- qu'à peine 30 hectares ont trouvé preneur sur la zone d'activités aménagée ;
- que la maîtrise de la consommation d'espaces naturels et agricoles est particulièrement prégnante sur ce territoire.

## **II. L'enjeu de consommation d'espace naturel et agricole**

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme induira une consommation d'espaces de 74 hectares pour l'extension de la ZAC du Plateau.

Le rapport d'évaluation environnementale devra comprendre notamment les analyses suivantes :

1) L'analyse de la pertinence de l'extension : le projet de développement de l'urbanisation (activités) doit constituer un enjeu stratégique pour l'intercommunalité, justifié dans le rapport de présentation.

2) La justification du choix d'implantation de la zone d'activités au regard de solutions alternatives en termes d'emplacement géographique à une échelle plus large que le territoire du SCOT du Soissonnais. C'est d'ailleurs ce que prévoit le projet d'aménagement et de développement durable du SCoT (d'autant que l'élaboration du SCoT du Pôle d'équilibre territorial et rural du Soissonnais et du Valois est envisagé).

Il est rappelé que l'article L.151-4 du code de l'urbanisme prévoit que le rapport de présentation doit notamment justifier les « objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques ».

En premier lieu, l'évaluation environnementale devra justifier la consommation d'espace induite par le projet d'extension. Ceci suppose au préalable que les besoins d'extension de la zone d'activités soient justifiés.

Le rapport doit préciser les surfaces non encore urbanisées dans la zone d'activités du Plateau aménagée et analyser les rythmes d'artificialisation de cette zone d'activité depuis sa création. L'analyse doit s'appuyer sur l'inventaire des zones d'activités existantes aux alentours (en précisant leur taux de remplissage).

La justification de l'extension doit notamment se fonder sur une analyse démontrant l'absence de solutions alternatives raisonnables et ayant des impacts environnementaux moindres. L'analyse doit être conduite dans le cadre d'une réelle réflexion intercommunale. La mutualisation est source d'économie d'espaces et un véritable travail de réflexion et de mutualisation sur la définition des besoins et la réponse à ceux-ci est attendu.

En deuxième lieu, l'incidence de la consommation d'espace induite par la mise en compatibilité des documents d'urbanisme doit être analysée :

- 1) Dans ses impacts directs : superficie artificialisée ;
- 2) Dans ses impacts indirects ; il conviendra d'analyser :

- l'impact sur les exploitations agricoles concernées (nombre d'exploitants concernés, part de la surface agricole utile concernée pour chacun et impacts sur la pérennité de l'exploitation, etc) ;
- les impacts liés à la perte de services écosystémiques<sup>1</sup> rendus par ces espaces, notamment sur les secteurs d'ouverture à l'urbanisation. Ainsi par exemple, les espaces agricoles, même exploités, peuvent représenter un lieu de vie et d'habitats pour de nombreuses espèces, et les espaces enherbés et haies peuvent constituer des éléments du paysage à préserver pour favoriser l'infiltration des eaux et réduire les risques d'inondations ou de coulées de boue.

L'évaluation environnementale devra donc rendre compte des fonctionnalités et des services écosystémiques rendus par ces espaces et analyser les incidences de leur urbanisation sur ces services. Le document intitulé « Quelle évaluation économique pour les services écosystémiques rendus par les prairies en France métropolitaine ? » réalisé par le commissariat général au développement durable (CGDD) pourra utilement être consulté à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quelle-evaluation-economique-pour.html>.

En troisième lieu, devra être menée la démarche d'évitement, à défaut de réduction, et enfin de compensation des impacts de l'urbanisation sur ces services écosystémiques.

L'étude devra proposer en priorité des mesures d'évitement de ces incidences, telles la réduction de l'extension foncière, via par exemple la densification et la recherche de formes urbaines plus économes en espaces, ou le choix d'autres implantations, ou sinon démontrer qu'elles ne sont ni possibles ni préférables, et, le cas échéant proposer les mesures de réduction ou de compensation de ces incidences.

Il conviendra de limiter la consommation foncière de l'extension en fonction des besoins identifiés, en tenant compte des disponibilités, et d'étudier la mise en place d'un phasage à l'ouverture de cette extension. Des mesures réduisant l'imperméabilisation des sols, très difficilement réversible (par exemple pour les surfaces de parkings) sont à envisager.

### **III. Le paysage et le patrimoine**

Le territoire de la zone d'extension s'inscrit dans la zone tampon de 6 km autour de deux sites inscrits (centre urbain de Soissons et village de Septmonts).

Le rapport de présentation devra identifier les enjeux paysagers présents sur le territoire de l'intercommunalité et les éléments de paysage ou de patrimoine méritant une protection particulière. (entrée de ville, cônes de vue, perception du paysage, etc). Il devra repérer les éléments spécifiques (motifs identitaires) du paysage et les mécanismes de sa composition afin que le projet d'extension de la zone d'activités les prenne en compte, en conservant par exemple des cônes de vue, en préservant les lignes directrices du paysage, voire en les renforçant ou en les reproduisant.

Il est souhaitable que l'analyse paysagère prenne en compte les perceptions paysagères depuis les entrées de ville, avec une analyse rigoureuse et détaillée des impacts de la zone d'extension sur le

---

1 Les services écosystémiques constituent l'ensemble des bénéfices que l'homme tire à titre gratuit des écosystèmes.

contexte paysager et patrimonial dans lequel elle s'inscrit.

Le rapport devra prendre en compte les impacts sur le paysage du zonage retenu (constructions possibles près d'un cône de vue par exemple) et du règlement adopté pour l'extension de la zone d'activités (protection, réglementation de l'aspect extérieur des constructions...).

Une orientation d'aménagement et de programmation pourra être utilement prévue pour garantir l'intégration paysagère du projet d'extension de zone d'activités.

Les mesures prévues pour l'intégration paysagère pourront être illustrées par des photomontages. Le règlement de la zone devra concourir à la bonne qualité architecturale et paysagère (en prévoyant par exemple la hauteur maximale de faîtage des constructions, les couleurs à utiliser, les essences locales préconisées...), sans oublier la protection des éléments fixes du paysage tels que les haies, arbres, boisements, murets, talus.

Il est souhaitable que les plans de zonage permettent de visualiser la protection de l'ensemble des éléments de paysage à protéger identifiés dans le rapport.

Il conviendra également de porter une attention au traitement des franges paysagères, notamment la transition avec les espaces naturels (boisements, mares et marais, zones agricoles...). Le règlement devra prévoir des dispositions permettant d'assurer cette transition (à titre d'exemple : limitation de l'emprise au sol, obligation d'un traitement paysager des espaces restés libres après urbanisation, végétalisation des limites séparatives...).

#### **IV L'enjeu de protection de la biodiversité**

Le territoire des communes de Courmelles et Vauxbuin, sur lequel s'implante le projet d'extension, présente des enjeux écologiques qui se traduisent notamment par la présence de 3 zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), ainsi que des continuités écologiques identifiées par le diagnostic du schéma régional de cohérence écologique de Picardie<sup>2</sup>.

Le projet d'extension se situe à environ 100 mètres de la ZNIEFF de type 2 n°220120028 « vallée de la Crise », qui signale la présence d'espèces protégées remarquables de faune (reptiles, insectes et surtout 4 espèces de chauves-souris) et de flore.

Le site Natura 2000 le plus proche, la zone spéciale de conservation n°FR2200398 « massif forestier de Retz » à environ 11 km du projet d'extension, a notamment été désigné en raison de la présence de 6 espèces de chauves-souris.

Par ailleurs, la base de données Clicnat<sup>3</sup> signale sur le territoire des communes concernées par le projet d'extension plusieurs espèces d'oiseaux protégés (Cigogne blanche, Buse variable, Épervier d'Europe, Traquet motteux, etc.) susceptibles d'utiliser les champs cultivés. Enfin la base de données Digitale 2<sup>4</sup> relève la présence de flore patrimoniale ou protégée (Orme lisse) sur ces

---

2 [www.tvb-picardie.fr](http://www.tvb-picardie.fr)

3 Clicnat : base de données de Picardie Nature disponible sur [http://www.donnees.picardie.developpement-durable.gouv.fr/patnat/liste\\_patnat.php](http://www.donnees.picardie.developpement-durable.gouv.fr/patnat/liste_patnat.php)

4 Digitale 2 : base de données du Conservatoire botanique national de Bailleul disponible sur

communes.

Enfin, le diagnostic conduit pour l'élaboration du schéma régional de cohérence écologique Picardie identifie des composantes de la trame verte et bleue de part et d'autre du projet d'extension.

#### **IV.1 La faune et la flore**

L'analyse des données bibliographiques est à réaliser. Ces données bibliographiques devront être complétées d'inventaires sur la zone d'extension et à proximité de celles-ci selon les enjeux.

Il est attendu à minima un relevé des habitats naturels présents, une délimitation des zones humides et un inventaire de l'ensemble des espèces connues sur le territoire. Ces inventaires devront couvrir un cycle biologique complet. Il conviendra de préciser les conditions de réalisation des investigations de terrain : méthodologie d'expertise, protocole utilisé, nombre d'inventaires, durée et localisation des points d'écoute, nombre d'espèces contactées, conditions météorologiques, etc.

Il faudra ensuite, en fonction des résultats des inventaires, évaluer les niveaux d'enjeux et qualifier les impacts du projet urbain sur la faune, la flore et les habitats naturels (impacts faible, moyen ou fort). Comme déjà évoqué, il sera nécessaire d'analyser la nature et la valeur patrimoniale, les fonctionnalités et les services écosystémiques rendus par les espaces rendus constructibles et d'analyser les incidences de leur disparition.

Il conviendra de proposer en priorité des mesures d'évitement. Les mesures de réduction et enfin de compensation de ces incidences n'interviennent qu'en cas d'impossibilité de l'évitement, qui devra être justifiée. Pour mémoire, la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 précise que les projets ne doivent pas aboutir à une perte nette de biodiversité. Des mesures de compensation concrètes sont donc attendues pour respecter cette obligation dès lors qu'il subsiste des impacts.

Pour garantir l'efficacité de la séquence « éviter, réduire, compenser », il est souhaitable de traduire les mesures prises en dispositions réglementaires et de démontrer que les dispositions réglementaires permettent la préservation des milieux naturels et de la biodiversité.

#### **IV.2 Les continuités écologiques**

L'article R.151-43 4° du code de l'urbanisme précise que le règlement du document d'urbanisme peut « définir les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état ».

L'objectif de la trame verte et bleue est d'assurer une continuité écologique entre les grands ensembles naturels pour permettre, notamment, la circulation des espèces sauvages. La trame verte est définie dans le cadre du Grenelle de l'environnement comme un « outil d'aménagement du territoire qui permettra de créer des continuités territoriales ». Elle est complétée par une trame bleue formée des cours d'eau et masses d'eau et des bandes végétalisées le long de ces cours et plans d'eau.

---

[http://www.donnees.picardie.developpement-durable.gouv.fr/patnat/liste\\_patnat.php](http://www.donnees.picardie.developpement-durable.gouv.fr/patnat/liste_patnat.php)

Concrètement, il s'agit dans le projet de mise en compatibilité des documents d'urbanisme d'identifier à la fois les noyaux ou cœurs de biodiversité et les espaces que pourront emprunter la faune et la flore sauvages pour communiquer et échanger entre ces cœurs de nature. Les plans locaux d'urbanisme doivent participer à la remise en état de ce réseau, notamment lorsque des coupures au sein des continuités écologiques sont identifiées.

Il conviendra dans le projet de mise en compatibilité des documents d'urbanisme d'identifier les corridors au regard des espèces locales, selon des données de terrain récentes, d'en assurer la fonctionnalité et de les préserver ; les corridors permettent en effet de réduire les phénomènes de disparition des espèces et les effets de fragmentations des habitats naturels. La préservation des fonctionnalités de ces éléments est essentielle et concourt au maintien des espèces.

La prise en compte de la fonctionnalité des corridors écologiques par le projet d'extension doit s'appuyer sur la connaissance du territoire et des espèces qui utilisent ces corridors.

Les incidences éventuelles du projet d'extension de la zone d'activités sur ces connexions devront être analysées dans le cadre de la démarche d'évitement, de réduction et de compensation. A priori, la préservation des continuités écologiques est prise en compte par son inscription en un zonage adapté, particulièrement le classement en zone naturelle (N).

Il conviendra de proposer, le cas échéant, les mesures d'évitement. Les mesures de réduction et enfin de compensation de ces incidences n'interviennent que lorsque les incidences négatives n'ont pu être respectivement totalement supprimées ou réduites, en cas d'impossibilité justifiée de l'évitement.

Afin d'assurer une bonne prise en compte de l'enjeu relatif aux continuités écologiques, il apparaît opportun d'associer à la démarche les structures ou personnes (associations écologiques,...) disposant de connaissances permettant de compléter cette partie.

### **IV.3 L'enjeu Natura 2000**

En application du 1° du paragraphe III de l'article L414-4 du code de l'environnement, une étude d'incidence Natura 2000 est nécessaire. L'évaluation des incidences Natura 2000 peut être une partie intégrante du dossier d'évaluation environnementale, en identifiant clairement les éléments attendus tels que décrits par l'article R. 414-23 du code de l'environnement.

L'objet de l'évaluation des incidences Natura 2000 est de déterminer si le plan local d'urbanisme portera atteinte aux objectifs de conservation des habitats et espèces végétales et animales ayant justifié la désignation des sites. Le contenu de l'étude d'incidence est détaillé dans l'article R. 414-23. Il est aussi possible de se référer aux annexes 2 et 5 de la circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000. Des indications méthodologiques concernant l'évaluation des incidences Natura 2000 sont à disposition sur le site internet <http://www.natura2000-picardie.fr> et un outil en ligne d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 est également disponible sur internet <http://ein2000-picardie.fr/>.



Le dossier doit être composé d'une présentation simplifiée du projet de mise en compatibilité des documents d'urbanisme, d'une carte situant le projet d'extension par rapport aux périmètres des sites Natura 2000 les plus proches, en veillant à étendre l'analyse aux sites Natura 2000 présents dans un rayon de 20 km, et d'un exposé argumenté des incidences que le plan est ou non susceptible de causer à un ou plusieurs sites Natura 2000. Les incidences du plan doivent être évaluées pour l'ensemble des espèces et des habitats qui ont justifié la désignation du site. Il convient pour cela de prendre en compte l'aire d'évaluation des espèces<sup>5</sup> et le périmètre au sein duquel les incidences du plan seront perceptibles.

Les deux démarches (évaluation environnementale et évaluation des incidences Natura 2000) doivent être conduites conjointement. Il s'agit en fait d'approfondir l'évaluation environnementale, plus globale, au regard des enjeux ayant conduit à la désignation du site Natura 2000 et de répondre aux spécificités et principes de l'évaluation des incidences Natura 2000 :

- à la différence de l'évaluation environnementale, l'évaluation des incidences Natura 2000 ne porte pas sur les effets du projet sur l'environnement dans son ensemble. Elle est ciblée sur l'analyse de ses effets sur les espèces animales et végétales et les habitats d'intérêt communautaire qui ont présidé à la désignation des sites Natura 2000 ;
- elle est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et espèces en présence ;
- elle est conclusive : l'évaluation des incidences doit formuler une conclusion sur l'atteinte à l'intégrité du ou des sites Natura 2000 concernés.

Il y a lieu de rappeler que même si la présence ou la proximité d'un site Natura 2000 est un des principaux critères d'application de l'évaluation environnementale au sens de la directive européenne du 27 juin 2011, l'évaluation doit être conduite au regard de l'ensemble des enjeux environnementaux du territoire.

Comme pour les milieux naturels et la biodiversité en général, il conviendra de proposer, en cas d'impact avéré, des mesures de suppression et ensuite de réduction de ces effets. L'impossibilité de l'évitement devra être justifiée. Si des impacts subsistent, des mesures de compensation efficaces sont attendues, et il conviendra de démontrer que les dispositions du document d'urbanisme (dont le règlement) permettent l'atteinte des objectifs de conservation des sites Natura 2 000.

## **V. L'enjeu de préservation de la ressource en eau et des zones humides**

Le territoire intercommunal se situe dans le périmètre d'application du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Seine-Normandie. Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La loi de transposition de la directive européenne cadre sur l'eau (loi du 21 avril 2004 n° 2004-338) a renforcé la portée réglementaire du SDAGE en modifiant le code de l'urbanisme : elle introduit l'obligation de compatibilité des SCoT avec les SDAGE (article L.131-1 du code de l'urbanisme : « Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec [...] les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux

<sup>5</sup> Aire d'évaluation d'une espèce : ensemble des sites sur lesquels il est possible de rencontrer des espèces parce qu'elles viennent chasser, nicher ou s'y reproduire.

définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux »)..

L'articulation des mises en compatibilité des documents d'urbanisme avec le SDAGE du bassin Seine-Normandie devra être explicitée dans le rapport de présentation. Il est rappelé que la compatibilité avec le SDAGE s'apprécie au regard des objectifs de qualité et de quantité des eaux et des orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme doit interroger plus particulièrement la préservation en qualité et en quantité de la ressource en eau et s'inscrire dans les actions définies au programme de mesures du SDAGE. Ainsi le diagnostic devra traiter les questions suivantes :

### 1) L'alimentation en eau destinée à la consommation humaine

L'enjeu majeur est d'assurer en permanence à la population la disposition en eau en quantité suffisante et de bonne qualité et de préserver les périmètres de protection de captages.

Dans le cadre de ses perspectives de développement, la collectivité devra appréhender les capacités en eau potable du territoire à accueillir toute nouvelle urbanisation, en tenant compte également des besoins des projets d'urbanisation futurs, connus sur d'autres territoires. En effet, le plan local d'urbanisme doit veiller à une mise en adéquation des réseaux d'adduction d'eau potable avec les aménagements projetés pour garantir un volume et un débit suffisant.

Il conviendra donc :

- de détailler les actions engagées pour reconquérir ou préserver la qualité des eaux ;
- de vérifier la disponibilité de la ressource en eau en estimant les besoins en eau supplémentaires et les ressources en eau disponibles.

### 2) L'assainissement

Le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales devra être joint. Il conviendra de justifier que l'urbanisation est en adéquation avec les capacités et les dispositions du zonage d'assainissement. L'assainissement des zones d'urbanisation future sera à préciser.

Les rejets doivent être compatibles avec l'objectif « du bon état » des eaux souterraines imposé par la directive cadre sur l'eau. Il conviendra de vérifier la capacité des stations d'épuration concernées à accueillir les effluents supplémentaires (à estimer) et de préciser les mesures prises pour l'accueil de nouvelles activités (mises aux normes des stations d'épuration par exemple).

### 3) Les zones humides

Le territoire concerné par la mise en compatibilité comprend un cours d'eau (la Crise, affluent de l'Aisne, et son affluent, le ruisseau des Aulnes) et des zones à dominante humide répertoriées par le SDAGE.

Il est attendu :

- que soit vérifié le caractère humide (a minima par une étude pédologique) du secteur

- d'extension de la zone d'activités ;
- que soient proposées, le cas échéant, les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation nécessaire.

## **VI. L'enjeu risques naturels**

Le territoire des communes de Courmelles et Vauxbuin est concerné par le plan de gestion des risques d'inondation 2016-2021 du bassin Seine-Normandie et par le plan de prévention des risques d'inondation de la vallée de l'Aisne, approuvé le 24 avril 2018. Une partie du site du projet d'extension est concernée par des risques de remontée de nappe.

Pour ce qui concerne le risque d'inondations, l'évaluation devra s'attacher à évaluer la compatibilité du projet d'extension de la zone d'activités avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation 2016-2021 du bassin Seine-Normandie. Ce dernier demande notamment la préservation des éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements et d'interdire les constructions en zone d'aléas forts.

La conservation par la mise en place d'une protection adaptée des éléments fixes du paysage (haies, talus, bosquets, arbres isolés, murets, etc), constitue une piste d'action en faveur de la réduction des risques de ruissellement. Le plan local d'urbanisme pourra préconiser la réalisation des zonages d'eaux pluviales sur tout le territoire, la maîtrise du ruissellement à la source, en favorisant l'infiltration ou par des dispositifs de stockage, la limitation des surfaces imperméabilisées, le recours aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.

L'évaluation environnementale devra montrer en quoi les mesures prises permettent de réduire le risque de ruissellement.

Ainsi il est attendu :

- de spatialiser les zones d'aléa d'inondation à échelle opérationnelle ;
- d'identifier les talwegs et éléments du paysage à préserver ;
- d'éviter l'implantation de projets urbains en zone de ruissellement ou d'aléas forts et de proposer des mesures pour ne pas aggraver le risque à l'aval.

## **VII. Transports et déplacements, nuisances, pollution atmosphérique, énergie et climat.**

Au-delà des enjeux sur le territoire précédemment exposés, il conviendra d'examiner les incidences potentielles de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme en matière de changement climatique, transports et déplacements, énergie, nuisances acoustiques et pollutions atmosphériques..

Le trafic généré par le projet d'extension place le secteur des transports comme le plus important émetteur de gaz à effet de serre.

Il s'agira d'évaluer le trafic engendré par le projet d'extension de la zone d'activités et ses effets induits, vis-à-vis du bruit, de la qualité de l'air et des émissions de gaz à effet de serre, qui constituent un enjeu majeur. Il serait utile d'introduire des propositions relatives aux modes de mobilité en matière d'accès à la zone et sur celle-ci.

Les effets à analyser concernent :

- les effets sur le trafic à court, moyen et long termes (à quantifier) ;
- l'augmentation des gaz à effet de serre (à quantifier) ;
- la qualité de l'air (à quantifier) ;
- les nuisances acoustiques induites ;
- les besoins en énergie.

Des mesures doivent être proposées pour éviter, réduire ou compenser ces effets (étude de scénarios).

Il est attendu également que les projets d'urbanisme prennent en compte l'adaptation au changement climatique, à partir des connaissances acquises sur la vulnérabilité du territoire (au travers des travaux d'élaboration du schéma régional climat-air-énergie de Picardie par exemple).

**ANNEXE**  
**relative à l'application de la procédure d'évaluation environnementale**  
**stratégique pour les plans locaux d'urbanisme**

La directive européenne du 27 juin 2001 sur l'évaluation environnementale des plans et programmes est transposée dans le code de l'urbanisme aux articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 à R.104-33.

L'évaluation environnementale traduit, dans le cadre de procédures formalisées, l'exigence d'intégration de l'environnement dans les stratégies publiques. Ce n'est pas une évaluation a posteriori des impacts une fois le document établi mais une évaluation intégrée à son élaboration. Véritable outil d'aide à la décision, elle prépare et accompagne la construction du document.

Dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique, l'évaluation environnementale et le projet de plan local d'urbanisme donneront lieu à un avis spécifique émis par la mission régionale d'autorité environnementale en tant qu'autorité environnementale.

Cet avis portera, d'une part, sur la qualité de l'évaluation environnementale contenue dans le rapport de présentation et, d'autre part, sur la prise en compte de l'environnement par le projet de plan.

La consultation de l'autorité environnementale devra avoir été initiée au moins trois mois avant l'ouverture de l'enquête publique. L'avis émis au titre de l'autorité environnementale devra être joint au dossier d'enquête publique. À ce titre, l'article R.123-9 du code de l'environnement, relatif à l'organisation de l'enquête publique, indique qu'un arrêté précise entre autre, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, l'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement. Ainsi, il est nécessaire de prévoir, en plus du délai de consultation de l'autorité environnementale (3 mois), un délai de 15 jours avant le début de l'enquête publique pour respecter ces dispositions.

## **I. Enjeux environnementaux à traiter par l'évaluation environnementale**

Les thématiques environnementales principales sont identifiées par la réglementation :

- biodiversité et milieux naturels : recensement des milieux et espèces, avec distinction des espèces protégées, fonctionnement biologique des écosystèmes (corridors et trame verte et bleue), ZNIEFF, périmètres réglementaires de protection, zones humides, boisements, etc). Un chapitre spécifique doit être consacré à la prise en compte de Natura 2000 ;
- gestion des ressources naturelles : eaux souterraines et superficielles (dont alimentation en eau potable), carrières, consommation d'espaces (naturels, agricoles et forestiers), maîtrise de l'énergie, etc ;
- pollution et qualité des milieux : qualité de l'air (particules...), qualité des eaux (causes urbaines, industrielles et agricoles), pollutions des sols, déchets, etc ;
- énergie et changement climatique (réduction des émissions et adaptation) ;
- risques naturels et technologiques : inondations, mouvements de sols, feux de forêts, risques

- technologiques, etc ;
- cadre de vie : paysage, bruit, déplacements, etc ;
- patrimoine : sites classés ou inscrits, monuments historiques, sites archéologiques, patrimoine géologique, etc.

Il convient de souligner qu'il ne s'agira pas de réaliser systématiquement des monographies exhaustives, mais que la collecte des informations devra être adaptée aux particularités du territoire communal et proportionnée aux enjeux.

## **II. Rédaction du rapport de présentation**

La présente partie détaille le contenu du rapport de présentation dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (R.104-18).

Un guide sur la procédure d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, ainsi que des fiches méthodologiques, sont disponibles sur le site internet du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, à l'adresse suivante : [http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-environnementale-des\\_25703.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-environnementale-des_25703.html).

L'évaluation environnementale stratégique se matérialise par un contenu détaillé du rapport de présentation, traduisant une évaluation précise des incidences de ce document de planification sur l'environnement. L'article R. 104-18 du Code de l'urbanisme reprend les différentes étapes de cette évaluation.

### **II.1. Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.**

La présentation est établie au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

De plus, il s'agit de montrer que, lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme, il a bien été tenu compte des autres plans et programmes soumis à évaluation environnementale et que le document d'urbanisme reste compatible avec ces autres documents, plan départemental de gestion des déchets non dangereux, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), plan de gestion des risques d'inondation (PGRI, plan de prévention des risques d'inondation, schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé, etc. Il convient également de tenir compte des plans locaux d'urbanisme ou cartes communales des communes voisines.

### **II.2 Analyse de l'état initial de l'environnement**

Il s'agit notamment :

- de décrire la réalité physique et géographique de l'aire d'étude ;

- d'identifier les forces et faiblesses par thématique environnementale, de hiérarchiser les enjeux environnementaux et de réaliser une synthèse globale ;
- de définir les menaces, leur intensité et la probabilité de leur occurrence pesant sur le territoire et les pressions dues aux activités humaines.

Divers points de vigilance méritent d'être signalés :

Pertinence des données environnementales : les données utilisées devront être aussi actuelles que possible ; la réactualisation de données anciennes ou non adaptées sera à prévoir. Par ailleurs, chaque enjeu environnemental nécessitera d'être abordé à l'échelle d'analyse la plus pertinente, qui pourra dépasser le seul territoire de la commune (par exemple, pour les périmètres réglementaires liés aux activités, la ressource en eau ou le risque inondation) ; les échelles cartographiques utilisées devront être exploitables pour localiser les enjeux.

Hiérarchisation et clarté du diagnostic : il conviendra de mettre en avant les caractéristiques essentielles par thématique et par territoire. L'état initial de l'environnement doit être stratégique : il doit identifier et hiérarchiser les enjeux du territoire, avec la possibilité de spatialiser ces enjeux aboutissant à un découpage en unités géographiques fonctionnelles.

Approche transversale : les interactions entre différentes thématiques environnementales devront être identifiées en fonction des spécificités du territoire de la commune (ex : paysage et biodiversité).

a) Analyse des perspectives d'évolution de l'environnement

L'état initial de l'environnement ne peut se réduire à une compilation de données environnementales à l'instant « t ». La structure chargée du diagnostic doit identifier les tendances d'évolution du territoire en mettant en exergue les plus significatives.

L'analyse de l'évolution probable de l'environnement nécessitera l'adoption d'un scénario de référence se basant sur l'état actuel de l'environnement dans l'aire du plan local d'urbanisme et décrivant son évolution si le plan n'était pas mis en œuvre. L'adoption d'un scénario de référence pertinent est une phase-clé de l'élaboration du rapport environnemental. L'échelle de temps à retenir est celle prévue pour la mise en œuvre du plan.

b) Analyse des caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document

Les zones où les enjeux environnementaux sont les plus importants devront être identifiées. Ce pourrait être soit une zone concentrant plusieurs enjeux environnementaux, soit une zone particulièrement sensible sur une thématique particulière. Des zones à sauvegarder devront être identifiées.

Il convient de procéder à des analyses plus fines sur les sites où les ressources pourront être touchées par les conséquences du plan ou du document.

L'état initial de l'environnement doit être élaboré de manière à fournir non seulement une image de l'état actuel de l'environnement, mais aussi de son fonctionnement (cas des corridors biologiques par exemple) et de son évolution. Il devra être précisé en vue d'apporter les informations nécessaires aux analyses des incidences du projet qui sera retenu, notamment pour les secteurs les plus sensibles ou les plus exposés aux futurs aménagements. L'ensemble de ces informations permettra d'orienter les décisions en matière d'urbanisation, d'aménagement et de développement durable.

### **II.3. Analyse exposant :**

- a) les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement**
- b) les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnées à l'article L. 414-4 du code de l'environnement**

Il s'agit de préciser les pressions supplémentaires sur l'environnement (milieux, ressources, climat, cadre de vie...) consécutives à la mise en œuvre du document d'urbanisme. Il convient de ne pas écarter, si c'est le cas, l'exposé des incidences positives sur le milieu.

Il s'agit des incidences directes (consommation d'espace, besoins en eau potable supplémentaires, augmentation de la pression sur le réseau d'assainissement, atteinte au fonctionnement écologique, continuités écologiques...) mais aussi des incidences indirectes (augmentation des rejets d'eaux pluviales, augmentation de la vulnérabilité des captages d'eau potable existants, perturbation des espèces animales par l'augmentation de la fréquentation des sites naturels remarquables, augmentation de la vulnérabilité et de l'aléa inondation, augmentation des émissions de gaz à effet de serre, augmentation des polluants...).

En particulier, l'évaluation des incidences sur Natura 2000 prévue par l'article R.414-23 du Code de l'environnement doit être intégrée au projet de plan local d'urbanisme.

S'agissant des incidences notables : l'importance des effets sera appréciée en fonction de la marge d'action du plan face aux enjeux environnementaux identifiés, de la sensibilité et de la taille des zones affectées. Des effets négligeables, combinés aux problèmes environnementaux déjà existants, peuvent engendrer des incidences notables.

Les effets pourront être analysés de manière globale (par enjeu environnemental) ou par territoire géographique, en fonction de la hiérarchisation effectuée dans le diagnostic ; les secteurs où les impacts sont les plus forts seront localisés de manière utile à l'échelle du plan local d'urbanisme. Le rapport de présentation devra notamment exposer les problèmes posés par l'adoption du document sur les zones revêtant une importance particulière et les zones protégées par des obligations législatives ou réglementaires (par exemple Natura 2000, zones humides, etc).

S'agissant des incidences prévisibles : il s'agit de s'inscrire dans le cadre d'une démarche prospective. La détermination des incidences dépendra de la connaissance de chaque thématique environnementale, des informations disponibles, de la localisation plus ou moins précise des projets d'aménagement dans le plan local d'urbanisme.



Toutes les incidences environnementales ne seront pas connues précisément à ce stade : le rapport de présentation devrait donc indiquer les préconisations du maître d'ouvrage sur le contenu des cahiers des charges des évaluations environnementales à un stade ultérieur (en particulier, il pourrait être précisé les points particuliers sur lesquels les futures études d'impact devront être vigilantes).

#### **II.4. Exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document.**

Il s'agit de montrer que les choix effectués tiennent compte des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire et national.

Ce sont en particulier les textes qui s'imposent à la France et qui sont pertinents au regard de chaque thématique environnementale considérée (directive Natura 2000, directive cadre sur l'eau...). Les objectifs environnementaux du document d'urbanisme peuvent alors être explicités et positionnés par rapport aux objectifs internationaux, communautaires et nationaux.

La Loi ALUR (loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) a précisé la place du paysage dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Le paysage fait son apparition parmi les orientations générales que doit définir le PADD du plan local d'urbanisme. Ainsi, le plan local d'urbanisme doit également, à son échelle et dans le respect du principe de subsidiarité, décliner et formuler explicitement des orientations en matière de protection, de gestion et/ou d'aménagement du paysage et du cadre de vie.

Le rapport de présentation devra comporter une partie dédiée aux solutions alternatives envisagées. La justification des choix retenus au regard d'autres solutions envisagées suppose de pouvoir présenter des choix dans les grandes orientations du document d'urbanisme mais aussi, le cas échéant, les arbitrages retenus pour répondre à des enjeux spécifiques (déplacements, gestion de l'eau ou des déchets...).

Les solutions écartées devront être réalistes et raisonnables : elles doivent être présentées de manière suffisamment précise, ainsi que les raisons pour lesquelles elles ne constituent pas la meilleure option. La comparaison avec la solution finalement choisie doit notamment s'effectuer sur un même laps de temps, en tenant compte du même champ géographique et des mêmes thématiques environnementales. La part donnée aux critères environnementaux dans le choix effectué sera exposée.

#### **II.5. Présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement**

Il conviendra de prévoir d'abord des mesures pour éviter, puis pour réduire les conséquences dommageables sur l'environnement. La mise en place de mesures compensatoires n'a lieu qu'en dernier recours, et après avoir justifié l'absence de solutions alternatives plus favorables. Ce principe vaut notamment pour le choix de l'implantation des extensions urbaines en fonction de

leurs incidences directes ou indirectes.

Les mesures de compensation doivent permettre de conserver globalement la valeur initiale des milieux : le rapport de présentation exposera dans ce cas l'échelle spatiale retenue pour appréhender cette valeur initiale et sa conservation globale. La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 précise que les projets ne doivent pas aboutir à une perte nette de biodiversité. Des mesures de compensation concrètes sont donc attendues pour respecter cette obligation dès lors qu'il subsiste des impacts après application des mesures de réduction.

Si des mesures prévues pour un enjeu environnemental particulier sont susceptibles d'avoir des effets indirects nuisibles sur d'autres domaines environnementaux, il s'agira de les prendre en compte dans l'analyse.

Les mesures réductrices ou compensatoires seront adaptées au contenu normatif du plan local d'urbanisme. L'échéancier de leur mise en œuvre sera précisé en adéquation avec le temps d'exécution du plan.

Les mesures d'insertion paysagère de la solution retenue seront détaillées : couleurs, hauteurs, orientation des faitages, servitude de vues, végétalisation des limites, création de continuités écologiques, inscription dans la topographie afin de minimiser les terrassements, etc.

## **II.6 Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.**

Un dispositif de suivi doit avoir été mis en place et exposé dans le rapport de présentation pour permettre l'analyse des résultats de l'application du plan local d'urbanisme dans un délai de six ans au plus tard. Ce suivi peut viser l'état de l'environnement et la mise en œuvre des prescriptions du plan en matière d'environnement (notamment les mesures réductrices ou compensatoires). Les indicateurs choisis devront être fiables, acceptés, faciles à utiliser et à interpréter. Il sera possible de s'appuyer sur les procédures de suivi déjà existantes si elles sont pertinentes (qualité de l'air par exemple).

La description des indicateurs de suivi doit être accompagnée d'un état de référence et d'un objectif à atteindre dans le cadre de la mise en œuvre pan, par indicateur.

Il est important d'identifier le service ou organisme ressource pour la fourniture des données et le responsable du traitement de l'indicateur et/ou du dispositif de suivi.

## **II.7 Résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.**

Le rapport doit comprendre un résumé non technique des éléments précédents. Il s'agit de rédiger une synthèse à l'attention du grand public. Le résumé non technique fait partie des éléments composant le rapport de présentation. Il en est une pièce « clé ». Il participe à la transparence et à l'appropriation du document par le public. Le résumé non technique doit être également clairement

identifiable dans le sommaire.

Le rapport doit fournir une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. La description des méthodes utilisées doit permettre d'apprécier la qualité des informations et le niveau de fiabilité des résultats : source, actualisation des données, échelles d'analyse, consultations réalisées, méthode d'arbitrage entre différentes solutions envisageables, etc. Il est souhaitable qu'il comporte des illustrations et notamment des documents iconographiques permettant de visualiser les enjeux environnementaux et de croiser ces derniers avec le projet de plan, ainsi qu'un glossaire des termes techniques employés.

### **III. Points de vigilance généraux**

L'évaluation environnementale s'articule autour de trois dimensions :

- connaître les enjeux environnementaux présents sur l'aire d'étude et savoir les hiérarchiser ;
- identifier les incidences des dispositions envisagées et favoriser des décisions ayant le souci de la qualité environnementale ;
- rendre compte en mobilisant les citoyens et les acteurs concernés.

L'article L. 104-5 du code de l'urbanisme pose des principes de proportionnalité et de sincérité dans la réalisation de l'évaluation environnementale : « Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur ».

L'évaluation environnementale sera donc adaptée à l'échelle du plan local d'urbanisme et aux informations mobilisables. Il est toutefois nécessaire d'optimiser autant que faire se peut la pertinence des informations environnementales utilisées, afin de garantir la bonne réalisation de l'évaluation.

L'évaluation environnementale est fondée sur une méthode itérative. Les enjeux doivent être affinés au fur et à mesure de l'élaboration du plan ou document. Ils seront identifiés dès l'état initial de l'environnement et pris en compte pour l'élaboration des orientations du plan local d'urbanisme. C'est cette cohérence qui devra être mise en exergue dans le rapport de présentation.

Au fur et à mesure que le projet d'aménagement se précisera et que les principaux secteurs géographiques touchés se dessineront, certains enjeux environnementaux pourront faire l'objet d'une attention plus poussée par rapport à des thèmes moins prioritaires. De même, lorsque l'impact environnemental de certaines orientations sera jugé excessif, la recherche de solutions alternatives devra être envisagée.

L'état initial de l'environnement doit donc être stratégique, prospectif et rendre compte des sources, des données et des méthodes utilisées : ces éléments ont vocation à être réutilisés pour l'analyse des solutions alternatives, des orientations retenues et le suivi du plan local d'urbanisme. C'est un outil d'aide à la décision pour l'organisme responsable de l'élaboration du plan ou document.

L'évaluation environnementale doit donc se caractériser par le souci :

- d'insister sur les enjeux les plus importants et approfondir les points sensibles (hiérarchisation) ;
- d'adopter une démarche prospective (scénario d'évolution, anticipation et prévisibilité des incidences, mesures réductrices ou compensatoires, etc) ;
- d'assurer une approche transversale pour prendre en compte les interactions entre les différents enjeux environnementaux et assurer ainsi la cohérence entre les différentes dimensions du plan local d'urbanisme.

L'objectif est d'élaborer une politique d'aménagement et de développement décloisonnant les approches sectorielles. Pour garantir un développement durable, les préoccupations d'environnement devront être intégrées à l'identification des enjeux et à la hiérarchisation des priorités dans les domaines de la politique d'aménagement, par exemple : équilibre entre espaces urbanisés et espaces naturels ou agricoles ; évolution des paysages ; utilisation sociale des espaces « verts » ; urbanisme de prévention vis-à-vis des risques (inondation, pollution, préservation des ressources, etc) ; densités et formes d'habitat plus économes de l'espace et en énergie ; choix d'urbanisation intégrant les axes de transport en commun et les circulations douces ; préservation de la biodiversité par la définition de continuités écologiques, etc.